

COLLOQUE

Question raciale / questions urbaines : frontières territoriales et racialisation

Des politiques publiques ou des modes de relation en principe color blind peuvent participer à la production de frontières raciales symboliques. Les dispositifs publics qui ciblent officiellement des zones « sensibles » voient réapparaître le marqueur racial qu'il s'agissait de contourner. Et dans les représentations ordinaires ou médiatiques, l'idée de « quartier sensible » renvoie couramment à des représentations raciales.

Ce colloque vise à analyser cette imbrication entre frontières raciales et territoriales à l'échelle du quartier. Quels rapports se nouent entre race et quartier, au niveau à la fois de l'action publique, et des catégories ou des modes de pensée de sens commun ? Il s'agit d'éclairer la façon dont opèrent et se reconfigurent les modes contemporains de racialisation : comment les frontières raciales dépendent de processus institutionnels qui les rendent opératoires ? Ou comment les transformations d'une question sociale / urbaine invitent à repenser la question raciale ?

12-13 février 2019 | Grenoble

Sciences Po - Amphi F

ORGANISATION

ANR Eodipar ; Cerdap² ; IUF ; Pacte ; Guillaume Roux ; Aurélien Lignereux

COMITE SCIENTIFIQUE

Emmanuel Blanchard (Université de Versailles-Saint-Quentin)

Fatiha Belmessous (Université de Lyon)

François Bonnet (Université Grenoble Alpes)

Anne Clerval (Université Paris-Est Marne-la-Vallée)

Elisabeth Cunin (Université Nice Sophia Antipolis)

Milena Doytcheva (Université de Lille)

Renaud Epstein (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye)

Didier Fassin (Princeton University / EHESS)

Camille Hamidi (Université Lumière Lyon-2)

Fabien Jobard (CESDIP)

Thomas Kirszbaum (Université Paris Nanterre)

Lydie Launay (Université Fédérale de Toulouse)

Aurélien Lignereux (Université Grenoble Alpes)

Claire Marynower (Université Grenoble Alpes)

Catherine Neveu (CNRS-EHESS)

Elise Palomares (Université de Rouen)

Alexandre Piettre (GSRL – EPHE/CNRS)

Anaïk Purenne (Université de Lyon)

Guillaume Roux (Université Grenoble Alpes)

Julien Talpin (Université de Lille)

Sylvie Tissot (Université Paris 8)

Mardi 12 fevrier

9h00 | Accueil des participants

9h10 - 9h30 | Introduction du colloque

Anne-Laure Amilhat Szary (directrice de Pacte)
Thierry Delpeuch (responsable de l'équipe Régulations)
Guillaume Roux (organisation)

9h30 - 12h00 | Session 1

Le traitement racialisé des quartiers populaires, héritage colonial ?

Fatiha Belmessous (chercheuse, Université de Lyon / ENTPE / EVS – RIVES)
Des Français musulmans aux immigrés de seconde génération : des citoyens comme les autres ?

Elise Roche (MCF, INSA Lyon, laboratoire Triangle)
« Tous des gitans ! ». Reloger l'habitat informel au filtre de la race.

10h10 – 10h40 | Discussion/échange avec la salle

Discutant : Aurélien Lignereux

Margot Delon (ATER Université Paris 8/ OSC)
Les dynamiques résidentielles de la stratification raciale. Le cas des Portugais dans les bidonvilles de l'après-guerre en France.

Claske Dijkema (doctorante, UGA / Pacte)
Violence et voice à la Villeneuve: la dimension coloniale de l'articulation discursive des quartiers d'habitat social marginalisés.

11h20 – 11h30 | Pause café

11h30 – 12h00 | Discussion/échange avec la salle

Discutante : Claire Marynowar

12h00 – 13h00 | Session 2

Migrations, « sécurité urbaine » et racialisation

Shira Havkin (post-doctorante en sciences politiques, Sciences Po / CERI)
La réinvention d'une catégorie dangereuse : de l'infiltré palestinien à l'infiltré africain en Israël.

Elise Palomares (MCF, Université de Rouen / DySoLa / URMIS-Paris)
En attendant d'être chassé·e-s ? Propositions pour l'étude du racisme dans les villes postcoloniales.

Ya-han Chuang (Post-doctorante, LISST, Univ. Toulouse Jean Jaurès), Aurore Merle (MCF, Agora, Univ. Cergy-Pontoise)
Les couleurs de la sécurité : les mobilisations d'habitants chinois dans des quartiers populaires.

Mardi 12 février

13h00 - 14h30 | Déjeuner

14h30-15h20 | Suite de la Session 2

Discussion/échange avec la salle

Discutants : François Bonnet, Fabien Jobard

15h20 – 17h30 | Session 3

La production de « groupes à risque » sur une base spatio- raciale

Manon Veaudor (doctorante, Univ. Versailles Saint-Quentin, CESDIP)

«Jeunes», «Français», «Arabes». Les pratiques de catégorisation et de répartition des détenus en maison d'arrêt.

Camille François (MCF, Univ. Paris 1, CESSP)

Un nom, une adresse ? Stigmate ethno-racial et stigmate urbain dans l'administration préfectorale et policière des expulsion locatives.

Manon Torres (doctorante EHESS / INED)

Un ciblage paradoxal. L'usage de la catégorie de « lutte contre les discriminations » en direction des jeunes de quartiers populaires.

16h20 - 16h35 | Pause café

16h35 – 17h30 | Discussion/échange avec la salle

Discutant-e-s : Milena Doytcheva ; Renaud Epstein

19h30 | Dîner au restaurant Le 5 (musée de Grenoble)

Mercredi 13 février

9h00 - 9h15 | Accueil des participants

9h15 - 12h00 | Session 1
Politiques de peuplement, politiques du logement et racialisation

Marine Bourgeois (postdoctorante, Université Jean Monnet de Saint-Etienne / CEE)
Classer les immeubles, hiérarchiser les individus. Le rôle des catégories ethno-raciales et territoriales dans l'attribution des logements sociaux.

Pierre Gilbert (maître de conférence, université Paris 8 / Cresppa-CSU)
Choisir le bon locataire. Race, classe et autochtonie dans l'attribution des HLM.

9h55 – 10h25 | Discussion/échange avec la salle

Discutante : Anne Clerval

Clémence Léobal (post-doctorante, EHESS, IRIS/Cerlis)
Les couleurs du logement social. Performer les racialisations des lieux dans l'interaction en Guyane.

Barnier Sarah (doctorante, EHESS)
«Nettoyer le quartier», le quartier du bas-centre d'Algésiras au coeur de relations interraciales.

11h05 – 11h15 | Pause café

11h15 – 11h55 | Discussion/échange avec la salle

Discutante : Elise Palomares

11h55 – 13h00 | Session 2
Politique de la ville : sous la color blindness, les distinctions raciales

Janoe Vulbeau (doctorant, Univ. Rennes-1 / ARENES)
L'étrange disparition de l'ethnie et de la race dans les politiques urbaines, réflexions à travers l'exemple de la ville de Roubaix (1958-1991).

Charlène Arguence (doctorante, Univ. Limoges / GRESCO)
Les dispositifs de la politique de la ville comme supports aux processus de distinction : enquête sur l'ethnisation des rapports sociaux dans deux quartiers de villes de province.

12h35-13h00 | Discussion/échange avec la salle

Discutante : Sylvie Tissot

13h00 - 14h15 | Déjeuner

Mercredi 13 février

14h15 - 15h30 | Suite de la Session 2

Barbara Morovich (MCF, Ecole d'architecture de Strasbourg, AMUP)

Fabriquer des stigmates en situation de rénovation urbaine : le rôle des institutions et des associations.

Milena Doytcheva (MCF, Université de Lille, CeRIES)

Déterritorialiser l'exclusion / Réterritorialiser la race.

14h55-15h30 | Discussion/échange avec la salle

Discutant : Thomas Kirszbaum

15h30 - 16h30 | Session 3

Comparer les usages des catégories raciales/territoriales : variations nationales

Ingrid Tucci (chercheuse au CNRS, Aix Marseille / LEST), Carsten Keller (Professeur à l'Université de Kassel, Allemagne)

Usages des catégories de l'altérité et référentiels identitaires dans des quartiers défavorisés de Paris et Berlin.

Druez Elodie (doctorante, Sciences Po, CEE, INED) «Black British» ou «Jeunes de quartiers» : Quel « Nous » subit l'injustice ?

Cadrage national et imbrication des identités collectives chez des diplômé.es d'origine subsaharienne dans les contextes parisien et londonien.

Foued Nasri (post-doctorant, Univ. de Saint-Étienne)

Les pérégrinations de la diplomatie publique étasunienne entre catégories raciales et territoriales dans son engagement sur la question minoritaire en France.

16h30 – 16h40 | Pause café

16h40 – 17h30 | Discussion/échange avec la salle

Discutant·e·s : Camille Hamidi, Julien Talpin

17h30 – 17h45 | Conclusion du colloque

APPEL

Comment le fonctionnement des sociétés démocratiques donne sens et saillance à des catégories raciales, perpétuant ainsi la race comme construction sociale ou frontière symbolique¹ (Fassin & Fassin, 2013 ; Guillaumin, 1972 ; Lamont, Molnár, 2002; Omi, Winant, 2014) ? A côté des phénomènes qui relèvent d'une intention raciste ou d'une prise en compte explicite de la race, des travaux ont porté l'attention sur des formes plus diffuses de racialisation (Jounin, Palomares, Rabaud, 2008). Des politiques publiques ou des modes de relation en principe color blind peuvent ainsi participer à la production de frontières raciales ou les reconduire. C'est le cas s'agissant spécialement de dispositifs ou de rapports sociaux qui prennent pour référent le niveau du quartier. Ainsi, les dispositifs publics qui ciblent officiellement des zones « sensibles » ou « prioritaires » voient réapparaître, de différentes manières, le marqueur racial qu'il s'agissait de contourner (Doytcheva, 2007). Et dans les représentations ordinaires ou médiatiques, l'idée de « quartier sensible » renvoie couramment à des représentations raciales (Garcia, Retiz, 2011). C'est cette imbrication entre frontières raciales et territoriales à l'échelle du quartier qu'il s'agit d'interroger. Quels rapports se nouent entre race et quartier, au niveau à la fois de l'action publique, et des catégories ou des modes de pensée de sens commun ? Comment appréhender empiriquement le lien entre ces deux niveaux ? Et comment le rapport privilégié qu'entretient l'idée de race avec celle de « zone sensible » contribue à définir ou à redéfinir sa signification ? On pourra étudier également, en lien avec les questions posées dans cet appel, d'autres types de quartiers (bourgeois, gentrifiés, etc. (Launay, 2014), en rapport notamment à l'idée de whiteness (Laurent, Leclère, 2013).

Aux Etats-Unis, le lien entre l'imaginaire de la race et celui du ghetto, s'il n'est pas toujours interrogé pour lui-même, est bien documenté. E. Anderson (2015) rapporte qu'un Noir inconnu est perçu par défaut, dans les « quartiers blancs », comme un habitant du ghetto, d'autres travaux montrant l'imbrication, au niveau du quartier, des identifications raciales et territoriales (Jackson, 2001 ; Kefalas, 2003). En parallèle, Hinton (2016) a étudié la manière dont les politiques fédérales visant les quartiers pauvres ont contribué à criminaliser les Noirs. Si les phénomènes raciaux à l'échelle du quartier, en Europe et en France, sont moins documentés, des travaux ont montré comment les dispositifs publics ciblant les zones « sensibles » mobilisent, de manière plus ou moins officieuse, des catégories raciales (Kirszbaum, à paraître ; Lorcerie, 2003). De même sur ces territoires, le marqueur identitaire que constitue le quartier fait signe vers la race, les deux étant de fait mêlés (sur les identifications spatio-raciales ou « ethno-territoriales » : Hamidi, 2010). A cela s'ajoute le fait que les contrôles policiers « au faciès » mobilisent des critères d'appartenance raciale et aux quartiers « sensibles » (quartiers eux-mêmes « racialisés »), etc.

Ainsi, l'injonction color blind et le recouvrement de la question raciale par une question urbaine n'annulent pas la race comme catégorie de pensée et d'action. Mais elle affecte, dans différents contextes, l'articulation des catégories raciales et territoriales, empêchant la formulation explicite d'une question raciale, ou en brouillant les enjeux (Escafré-Dublet, Lelévrier, 2018).

1. Les notions mobilisées dans cet appel et l'idée notamment de frontière symbolique (Lamont, Molnár, 2002) pourront être questionnées.

Il s'agit donc d'étudier à la fois la production et l'emploi, par l'action publique, de catégories raciales / territoriales au niveau du quartier, et les usages de ces catégories par les acteurs ordinaires. Comment peut-on analyser ensemble ces deux dimensions de l'action publique et des perceptions ordinaires (Schneider, Ingram, 1993) ? Partant du constat que les discours concernant la banlieue renvoient implicitement à une question raciale (et vice versa), il s'agit d'interroger la co-détermination des modes de pensée ou de perception relatifs à la race et à des territoires – c'est-à-dire à la fois la genèse, les modalités et les conséquences de leur imbrication. On pourra distinguer la racialisation de la question sociale d'un côté, de l'occultation d'une question raciale de l'autre. L'attention portera à la fois sur les « zones sensibles », et les logiques raciales au sein de quartiers perçus comme non-racialisés, afin de penser ensemble la construction du minoritaire et du majoritaire (Clerval, 2014 ; Guillaumin, 1972) Il s'agit d'éclairer, in fine, la façon dont opèrent et se reconfigurent les modes contemporains de racialisation : comment l'existence de frontières raciales dépend de processus institutionnels qui les rendent opératoires ? Ou comment les transformations d'une question sociale / urbaine invitent à repenser la question raciale (Fassin & Fassin, 2013) ? Deux axes sont privilégiés :

1. Production et usages de catégories raciales / territoriales par l'action publique

Comment les acteurs de l'action publique produisent, mobilisent et surtout articulent des catégories raciales et territoriales ? Il s'agit de prolonger les travaux interrogeant les usages de catégories raciales (ou « ethniques »), au travers notamment des dispositifs de zonage des politiques urbaines (voir spécialement Tissot, Poupeau, 2005). Ceci au niveau des politiques urbaines, scolaires et policières (ou sécuritaires, voire aussi pénales : Léonard, 2015). Si la référence au quartier permet d'euphémiser les enjeux raciaux officiels des politiques urbaines (comme le « seuil de tolérance ») ou « d'éducation prioritaire », les considérations raciales orientent les pratiques officielles (via la « culture d'origine » par exemple) et informelles (Van Zanten, 2001 ; Lagier, 2011), ou les critères du zonage (Tissot, 2004), et modulent l'impératif participatif des pouvoirs publics locaux (Palomares, Rabaud, 2006). De même, l'action policière mêle profilage racial (ou contrôles « au faciès » : Jobard et al., 2012) et ciblage de quartier perçus comme « sensibles » (Bonelli, 2008 ; sur les implications de « l'anti-radicalisation » à l'échelle du quartier : Vermeulen, 2014). Il s'agit d'étudier plus précisément :

- *La manière dont les catégories de l'action publique, mais aussi les discours ou les schèmes pratiques de ses acteurs, articulent la race avec le territoire.* Ceci afin de mettre au jour les rationalités ou les modes de pensée soutenant, de manière plus ou moins implicite, cette articulation (Doytcheva, 2016), et pouvant renvoyer à l'idée d'un « cumul de handicaps », d'un « seuil de tolérance », d'un communautarisme ou de « groupe à risque » (Feeley, Simon, 1992), etc. Comment intervient en particulier l'idée de risque social (Cartuyvels, 2009 ; Sparks, 2001) et comment ce risque est-il ici construit ?

- *La façon dont ces processus qualifient les groupes-cibles de l'action publique.* Comment est-ce que des groupes se voient ici attribuer, de manière directe ou indirecte, des caractéristiques saillantes pouvant jouer comme stigmatisées (groupes réputés vulnérables, dangereux, communautaires, etc.) ? Quelle image les acteurs de l'action publique se font des groupes ciblés (sur les représentations policières des quartiers de banlieue : Morelle, 2017 ; voir aussi Paugam et al., 2018) ?

- *La manière dont les logiques ou les catégories de l'action publique se diffusent dans la société.* Quelles médiations les rendent perceptibles ou sensibles, et peuvent leur conférer une force d'évidence : rapport du public aux agents de l'Etat (Schneider, Ingram, 1993 ; Spire, 2016) tels qu'enseignants, policiers, etc., reprise médiatique des discours produits par les acteurs publics (Bonelli, 2008 s'agissant de la police) et vice versa, etc.

Les études d'histoire du temps présent (ou socio-historiques, en étendant si besoin la chronologie) sont ici bienvenues (sur l'étude historique du stigmaté : Plumauzille, Rossigneux-Méheust, 2014). Ceci à partir de l'idée notamment de classe dangereuse (Kalifa, 2007), notion elle-même racisante (Balibar, 2017 ; Guillaumin, 1972 ; Saada, 2006). Ou en mettant au jour des continuités (post-) coloniales au niveau des groupes focalisant l'attention publique et de leur catégorisation (Français musulmans d'Algérie...), ou de modes spécifiques de gestion urbaine (De Barros, 2005 ; Saada, 2006).

2. Les usages ordinaires des catégories raciales / territoriales

- *Comment est-ce que les catégories du quartier et de la race fonctionnent comme marqueurs identitaires ?* Il s'agit de montrer la manière dont chaque marqueur s'articule à l'autre, sur le mode de la concurrence ou de l'imbrication (Hamidi, 2010 ; Roux, 2018 en lien avec la perception de la police), du point de vue des acteurs ordinaires ou militants (sur les relations identités – citoyenneté – quartier : Neveu, 2004 ; Bacqué et al., 2011 sur les recompositions identitaires liées aux politiques de « mixité sociale »).

En sociologie de l'ethnicité, le caractère mouvant (selon les situations) et parfois incertain des identifications est bien établi (Brubaker et al., 2004 ; Lamont, Molnár, 2002 ; Omi, Winant, 2014). Ainsi, on pourra étudier la façon dont les individus mobilisent des marqueurs identitaires différents en fonction des contextes (public ou privé, ou selon les thèmes abordés au niveau des discours, etc.) On se demandera ici comment les catégories ordinaires « répondent » aux catégories de l'action publique. Dans une perspective intersectionnelle, on pourra interroger aussi le rôle d'autres marqueurs identitaires (classe, genre, âge, religion, etc.) Comment est-ce que les modalités pratiques d'articulation de la race au territoire dépendent de l'appartenance à d'autres groupes sociaux (Dantec-Lowry L., 2009 ; Guérandel, Marlière, 2017) ? On se demandera plus précisément :

- *Comment les membres des groupes-cibles perçoivent les dispositifs qui les visent (policiers, éducatifs, urbains) ?* Dans quelle mesure les logiques qui sous-tendent ces politiques, ou leurs conséquences, sont-ils vus comme une forme de stigmatisation (ou sont-ils ressentis de manière univoque, diverse, etc. : Hargreaves, 2014) ? Et le cas échéant, quelles réactions est-ce que ces politiques suscitent (Garbin, Millington, 2011), au niveau à la fois des représentations ordinaires, et des mobilisations politiques ?

- *Comment appréhender, par-delà le vécu des groupes-cibles, le pouvoir stigmatisant de certaines catégories ou modes d'action publique ? Comment les politiques publiques territorialisées participent à la construction de la race comme rapport social ?* Ici encore, on pourra interroger le rôle de la perception et de la construction d'un risque. L'évolution historique des discours, notamment médiatiques, et de leur rationalité interne pourront être étudiés (sur le thème du communautarisme : Dhume, 2010), en visant à dépasser les constats connus.

Les propositions s'efforceront de suggérer des éléments d'articulation entre les axes 1 et 2 (ou des pistes en ce sens). Elles mobiliseront un matériau empirique. Les comparaisons (au niveau inter- ou infra-national) et les travaux documentant, de façon précise, des recompositions historiques sont encouragés.

Échéancier

17 septembre 2018 : soumission des propositions (5 000 signes environ : angle analytique en lien avec les axes de l'appel ; terrain mobilisé ; résultats attendus). 2 octobre 2018 : sélection des propositions (examen par le Comité scientifique).

15 janvier 2018 : envoi des textes (30 000 signes ou plus). Publication prévue. Envoi des propositions et contact : guillaume.roux@umrpacte.fr

Bibliographie

- Anderson, E. (2015). The white space. *Sociology of Race and Ethnicity*, 1(1), 10-21.
- Bacqué, M. H., Fijalkow, Y., Launay, L., & Vermeersch, S. (2011). Social mix policies in Paris: Discourses, policies and social effects. *International Journal of Urban and Regional Research*, 35(2), 256-273.
- Balibar, E., "Le racisme de classe", in Balibar, E., & Wallerstein, I. (2017). *Race, nation, classe: les identités ambiguës*. La Découverte, p. 272-287.
- Bonelli, L., *La France a peur... Une histoire sociale de l'insécurité*. La Découverte, 2008.
- Brubaker, R., Loveman, M., & Stamatov, P. (2004). Ethnicity as cognition. *Theory and society*, 33(1), 31-64.
- Clerval, A. (2014). Rapports sociaux de race et racialisation de la ville. *Espaces et sociétés*, (1), 249-256.
- Dantec-Lowry, L. (2009). Relire William Julius Wilson. Repenser l'articulation entre «race» et classe. *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, (1).
- De Barros, F. (2005). Des «Français musulmans d'Algérie» aux «immigrés». *Actes de la recherche en sciences sociales*, (4), 26-53.
- Doytcheva, Milena (2007) *Une discrimination positive à la française. Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville*
- Doytcheva, M. (2016). Usages et mésusages des catégories territoriales: les risques d'un retournement idéologique des causalités. *Les cahiers de la LCD*, (1), 58-74.
- Escafré-Dublet, A., & Lelévrier, C. (2018). Governing diversity without naming it: An analysis of neighbourhood policies in Paris. *European Urban and Regional Studies*.
- Fassin, D., & Fassin, É. (2006). De la question sociale à la question raciale?: représenter la société française. *La découverte*.
- Feeley, M. M., & Simon, J. (1992). The new penology: Notes on the emerging strategy of corrections and its implications. *Criminology*, 30(4), 449-474.
- Garbin, David, and Gareth Millington. «Territorial stigma and the politics of resistance in a Parisian banlieue: La Courneuve and beyond.» *Urban studies* 49.10 (2012): 2067-2083.
- García, P., & Retis, J. (2011). Jeunes et minorités ethniques dans la presse européenne: Les médias et les émeutes parisiennes de 2005. *Global Media Journal*, 4(1), 77.
- Guérandel, C., Marlière, E., (2017). *Filles et garçons des cités aujourd'hui*. Presses universitaires du Septentrion.
- Guillaumin, C. (2002). *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Folio essai (1ère ed. 1972).